

**Séance ordinaire du  
mardi 28 juin 2022**

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-deux et le vingt-huit juin, les  
membres du Conseil municipal, légalement convoqués,  
se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du  
Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire,  
Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

**Urbanisme durable et  
maîtrise foncière**

**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Flora LABOURIER, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Joëlle URBANI, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20  
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Georges ARDISSON ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Abdi EL KANDOUSSI ayant donné pouvoir à Mustapha MAJDOUL, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Tasnine AKBARALY, Clare HART ayant donné pouvoir à Fanny DOMBRE-COSTE, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Marie MASSART, Sophiane MANSOURIA ayant donné pouvoir à Yves BARRAL, Coralie MANTION ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Mylvia HOUGUET, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Séverine SAINT-MARTIN ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Agnès SAURAT ayant donné pouvoir à Clara GIMENEZ, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Max LEVITA, Radia TIKOUK ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

**Absent(es) / Excusé(es) :**

Luc ALBERNHE

**Halle des Sports - Bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier  
et Montpellier Méditerranée Métropole - Avenue du Val de Montferrand -  
Parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 - Approbation**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence Sport, Montpellier Méditerranée Métropole gère les grands équipements structurants ou ayant pour vocation le développement de pratiques sportives de niveau national et ou international. La Métropole assure la construction, l'aménagement, l'entretien et la gestion d'équipements sportifs qui profitent à l'ensemble du territoire de la Métropole.

Le Palais des sports René-Bougnol accueille l'équipe de handball professionnelle et intègre ce dispositif. Il a été mis à disposition de Montpellier Agglomération, devenue Montpellier Méditerranée Métropole, le 6 juin 2003 par la Ville de Montpellier.

En 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a réaménagé le parvis et le hall d'accueil du Palais des Sports en vue d'assurer la conformité de l'équipement aux normes d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite et à ouvrir largement le parvis vers l'extérieur.

La Ville de Montpellier est propriétaire des parcelles d'assiette occupées par le stade municipal Jeannot-Véga et par le Palais des Sports René-Bougnol, or Montpellier Méditerranée Métropole souhaite désormais engager l'extension du palais des sports et accompagner fortement le développement des clubs

professionnels, en particulier le Montpellier Handball. Le coût prévisionnel d'investissement du programme a été estimé entre 65 et 70 M € HT.

En vue de sécuriser son investissement, Montpellier Méditerranée Métropole propose à la Ville la conclusion d'un bail emphytéotique administratif sur les parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32 qui lui appartiennent, à l'euro symbolique, compte tenu du montant prévisionnel d'investissement, et de l'opération d'intérêt public objet du bail, revenant à terme en propriété municipale, après avis du Pôle d'Evaluation Domaniale. La durée proposée pour le contrat est de 50 ans.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes du bail emphytéotique administratif entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole pour l'occupation des parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32, propriétés de la Ville, pour une durée de 50 ans, moyennant une redevance annuelle d'un euro symbolique ;
- De dire que Maître André BONNARY, notaire à Montpellier, sera chargé de la réitération de l'acte ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole, ou tout tiers substitué désigné, à déposer et à se voir octroyer toute autorisation d'urbanisme, à instruire toute procédure préalable à l'aménagement, sur les parcelles cadastrées AZ 31 et AZ 32, ainsi qu'à réaliser toute étude ou sondage préalable y concourant ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer le bail ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Christophe BOURDIN, Mme Maryse FAYE, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

**Fait à Montpellier, le 5 juillet 2022**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 6 juillet 2022**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avis des domaines
- Bail emphyteotique.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20220628-195160-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 05/07/22  
Réception en Préfecture : 05/07/22

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.